

# Conseil national des 9 et 10 février 2018

## Résumé de la discussion

---

### **Christophe Arnaudy – Sarthe**

Les Etats généraux, une démarche rassembleuse et ambitieuse ! Nous l'avons déclinée localement sur 5 thèmes (logements, santé, ruralité, Poste, transport). Pour la restitution, nous avons bénéficié de l'appui et de l'apport de notre députée Elsa Faucillon. Députée, participants, simple citoyen et militant y ont à chaque fois trouvé leur compte. Une démarche rassembleuse dont le succès doit être arraché aux forceps pour y amener les communistes. Une démarche rassembleuse, ambitieuse, à raccorder à notre congrès dans lequel nous ne pouvons nous contenter d'affirmer le communisme comme réponse sans y aborder la question du rassemblement !

### **Valérie Goncalves – Val-d'Oise**

Le débat sur la transition énergétique n'est pas un débat de spécialiste, il est un vecteur des enjeux fondamentaux de la société en filigrane un débat de classe. Partir des préoccupations des populations et faire des propositions concrètes pour y répondre permet de remettre les pieds sur terre et d'être plus compréhensibles par nos concitoyens. Notre rôle est de donner les éléments de compréhension dans le débat afin de ne pas jouer sur les peurs comme certains s'y autorisent. Et de ne pas essayer de courir après un tel en espérant coller aux thèmes les plus utopistes ou dogmatiques de l'écologie politique en espérant marquer des points dans l'opinion publique. Le PCF doit prendre toute sa place dans le débat public sur les programmations pluriannuelles de l'énergie (PPE).

### **Paul Barbazange – Hérault**

Tout dans « les états généraux » et le difficile chemin des luttes et de convergence des luttes mène sur tous les sujets à plus de perspectives communistes. Un mouvement qualitatif est nécessaire dans notre apport aux luttes. Quelle place donnons-nous aux luttes fondamentales pour les salaires ? Pour le renouveau de la Sécurité sociale ? Savons-nous nommer la perspective politique : socialisme, communisme, avec leur contenu d'appropriation collective ? Commencer à répondre à ces questions nous rendra à nouveau audibles. Le 38<sup>e</sup> Congrès ne pourra se dérober, stratégie et état de l'organisation. La « base commune » doit être ouverte, sans tabou pour être commune, permettant à chaque militant de choisir. Nos actes de direction doivent être respectueux de cette exigence. Il faut donc, dès ce texte, rompre avec beaucoup de ce qui a été fait depuis 20 ans. La situation est radicalement nouvelle. Des forces importantes et diverses, marxistes, communistes existent. Le 38<sup>e</sup> Congrès peut être extraordinaire. C'est à nous d'en décider.

## **Amadou Deme – Essonne**

A partir du point d'étape de la démarche des Etats généraux du progrès social, comment poursuivre cette mobilisation, notamment à travers la défense des services publics et plus particulièrement des hôpitaux de proximité. Nous avons un gouvernement qui est déterminé. La responsabilité des communistes est de rassembler les gens, et en Essonne, les communistes ont édité un tract à 200 000 exemplaires avec une bataille départementale qui sera rythmée : présence devant les hôpitaux, les points fixes, du porte à porte. Nous aurons un temps fort avec Pierre Laurent le 15 février avec la tenue d'une conférence de presse. Les élus communistes sont mobilisés, avec entre autres des motions aux conseils municipaux.

## **Denis Durand – Paris**

La cohérence d'une bataille pour prendre (et non pas « reprendre » car nous ne l'avons jamais eu) le pouvoir sur l'argent, c'est crucial pour lutter efficacement contre Macron et pour l'avenir du combat communiste.

On ne peut pas se payer de mots : il y a des batailles concrètes à mener. Par exemple dans les hôpitaux, l'enjeu est d'embaucher massivement des infirmières, des médecins, de les former, de mettre à leur disposition des outils de travail. Les marchés financiers ne financeront jamais ce genre d'investissements. La BCE, qui a créé 2 400 milliards d'euros pour faire monter le prix des titres financiers, le peut. D'où la portée politique d'une campagne pour qu'elle finance un fonds européen de développement des services publics.

Je soutiens les propositions du rapport sur ce point, et donc la mobilisation des moyens politiques de les réaliser. Je trouve regrettable qu'elles aient été totalement absentes, samedi 21 janvier, des conclusions des états généraux du progrès social.

## **Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine**

Les États généraux du progrès social ont rencontré la colère qui couve dans le pays comme l'indique bien le rapport d'Igor. Un nouveau type de progrès social est un grand enjeu. Le progrès social s'affronte de plus en plus au capital qui réclame son profit et exerce son pouvoir. Disette financière et sur-exploitation ne plus être ignorées.

Deux chantiers majeurs : l'emploi (dont l'industrie) et les services publics.

Politiser ces questions. Cela veut dire porter les questions de pouvoir et de sens, et mettre en discussions nos propositions alternatives avec celles des autres forces politiques. Les pouvoirs sur l'argent sont une question majeure pour le progrès social. Elle peut éclairer les luttes et nous distingue des différents réformismes.

Le sens : une nouvelle liberté et de nouveaux droits à la mobilité et à l'intervention sur son travail et ses buts, avec une sécurité d'emploi et de formation – qui inclut une sécurité de revenu. Pleinement d'accord pour la consultation-débat avec les salariés.

La bataille des européennes a déjà commencé. On ne peut la réduire à la constitution de listes. Lancer au plus vite une bataille politique pour notre proposition de fonds européen, citée par le

rapport, mettant en cause la BCE afin de financer les dépenses pour les services publics. Je propose qu'un groupe de travail et d'animation soit constitué pour une telle bataille.

### **Cécile Dumas – Alpes-Maritimes**

Ces Etats généraux du progrès social ont permis aux sections et aux fédérations de reprendre pied sur le terrain. Les initiatives ont permis des contacts avec des syndicalistes, des salariés, des associations qu'il faut faire perdurer. Ces contacts ont montré la nécessité du discours politique sur le progrès social. La notion de « progrès social » est entendue, il faut peut-être faire en sorte que l'appel soit plus clair pour définir le progrès social avec la notion de nouveaux droits et de les financer.

### **Antoine Guerreiro – Val-de-Marne**

Dans la période actuelle, ne sous-estimons pas nos adversaires. Nous avons trop tendance à considérer que l'opposition à Macron va de soi, qu'elle se suffit à elle-même. En réalité, Macron avance dans son projet, en répondant à une partie des aspirations de la population. Face à cela, analyser par exemple l'ubérisation comme une « arnaque » serait largement insuffisant. De la même manière, en rester à une simple opposition à la sélection à l'université serait inaudible ! A l'instar de nos adversaires, nous devons nous appuyer sur les aspirations populaires et nous concentrer sur les victoires à remporter, sur les contre-propositions à mettre en œuvre ! Cela suppose un travail théorique important, dont j'espère que notre congrès permettra de le conduire, via les contributions individuelles de tous les communistes.

### **Laurence Cohen – Val-de-Marne**

États généraux du progrès social plutôt réussis compte-tenu de l'âpreté du combat politique face à un gouvernement qui frappe vite et fort. Ateliers riches, plénière dynamique. Mais difficultés à élargir au-delà de nos rangs, à l'image des rapports que nous avons, du local au national, avec syndicats, associations, organisations progressistes, dans un contexte où la gauche est en miettes. Malgré des manques (nombre d'intervenantes), l'égalité F/H s'est invitée partout. Notre défi maintenant est de porter, collectivement, cette analyse féministe dans toutes nos campagnes, avec impulsion forte des directions. Les services publics, ont été très présents aussi, notamment ceux de la santé et de la protection sociale. Importance du tour de France des hôpitaux des parlementaires communistes qui débute le 12 février à Lyon. Cri d'alerte, élaboration et partage de propositions alternatives. De nombreuses actions vont pouvoir en découler, ciment d'un large rassemblement.

### **Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales**

Les luttes et mouvements sociaux se développent avec une difficulté de mobilisation. Politiquement c'est dur pour FI malgré la surmédiatisation des interventions du groupe LFI à l'AN. C'est dur aussi pour nous. Pas d'engouement non plus pour Macron, malgré ce que disent les médias. Ce qu'il manque c'est l'alternative, la perspective politique et donc la question du rassemblement, son périmètre, son contenu et les limites qui lui sont liés (avec une bataille de chien pour que nos propositions avancent : argent, services publics, sécurité emploi-formation).

Nous faisons des choses (initiative avec F. Boccara, Ehpad...) nous recevons un bon accueil mais ce n'est pas au niveau. Dans les PO nous prenons des initiatives avec toutes les autres forces de gauche sauf PS inexistant et FI qui ne veut pas. Forum de l'alternative construit avec EELV-NPA-Génération's-MJS-la JC... ERC-CUP... nous a permis de réunir plus de 100 personnes.

### **Alain Pagano – Maine-et-Loire**

Les États généraux du progrès social doivent déboucher sur quelques mesures phares concrètes en lien avec ce qui a été discuté et notre programme. Et ces mesures phares, nous devons les porter avec ténacité pour les rendre lisibles. A titre d'exemple, nous portons l'augmentation du SMIC à 1 700 euros. Faisons des campagnes chaque année en juin et décembre pour réclamer un coup de pouce de 100 euros. Sur les questions écologiques, il y aura besoin d'intégrer des mesures phares... dès qu'elles seront travaillées suite aux assises communistes de l'écologie, début mai. Pour bien les préparer, ne doit-on pas faire un rapport sur cette question lors du prochain CN ?

### **Alain Janvier – Seine-et-Marne**

Gros succès des Etats généraux. Une initiative qui peut contribuer à un retour de confiance dans le PCF, à condition qu'on réussisse le congrès : 3 points qui complètent les conclusions apportées à l'atelier industries : 1) Si les liens entre entreprises finissent très souvent par une fusion-acquisition, c'est dans le capitalisme qu'il faut trouver les causes, et non pas dans l'industrie en soi. Le PCF doit exprimer sa préférence de principe pour la construction de coopération (sauf rares exceptions). La coopération entre General Electric et Safran (ex-Snecma) est exemplaire à ce titre. Le consortium CFMI, sur une base 50-50, est l'outil décisif de la coopération pour la vente des moteurs destinés aux avions civils moyen-courrier (Boeing, Airbus, COMAC chinois) depuis plus de 40 ans. Et ça marche ! Le dépeçage d'Alstom n'en est que plus scandaleux, inutile et nuisible. D'autres solutions existent.

### **Alain Guilbert – Corrèze**

La Fédération de Corrèze n'a pas participé aux Etats généraux, la direction ayant constaté que la préparation n'avait pas pu être mise en œuvre collectivement. Par contre, nous allons nous saisir du contenu pour rythmer la préparation du congrès. Car il me semble que ces débats peuvent nous aider à travailler à la construction de notre projet politique pour le congrès. Nous avons également décidé de le faire au niveau de la région. Autour de la volonté du groupe néo nazi (DNR) nous travaillons à la construction d'un large rassemblement pour éviter qu'il s'installe à Tulle.

### **Nordine Idir – Seine-Saint-Denis**

Je vote contre cette proposition de budget. Sans nier un attachement particulier au MJCF, je refuse cette baisse importante faite à notre organisation de jeunesse partenaire. C'est incohérent avec l'évolution et le rajeunissement des directions du PCF avec beaucoup de camarades issus du MJCF. Il faut interroger pour le Congrès notre politique de financement auprès de nos partenaires.

Je crois que le MJCF a un apport politique plus important que d'autres structures financées. Une démarche cohérente doit être lancée sur les espaces d'échange et nos matériels de production (du PCF et ceux de nos partenaires) afin d'avoir une meilleure visibilité.

### **Sarah Misslin – Val-de-Marne**

Un budget difficile mais très politique. Besoin de prendre chacun(e) ses responsabilités. Besoin de maîtriser l'argent, y compris celui du Parti. Besoin d'efforts. Besoin de détails supplémentaires pour armer tous les camarades et porter les intérêts du Parti. Questions comptables. Report à nouveau, amortissement, aides financières aux élections/charges élections.

### **François Jacquart – Ardèche**

Le budget présenté n'est pas une surprise. Il est le résultat d'une situation politique qui nous a été défavorable qui est le débat lors du congrès. Améliorer le lien avec les adhérents pour que les cotisations rentrent. Revoir donc notre mode d'organisation. Carte annuelle ? Autre question, la nouvelle organisation territoriale doit peut-être permettre de poser la question de la mutualisation des moyens. Exemple : plusieurs camarades de communauté de communes, d'agglomération sont à cheval sur plusieurs départements, la bataille politique se déplace, on peut y lier les questions financières du Parti.

### **Amadou Deme – Essonne**

Nous avons besoin de mieux mutualiser nos frais (tracts, affiches...) au niveau régional ou national. Nous pourrions sans doute amplifier la souscription comme nous savons le faire lors des élections.

### **Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales**

Finance et politique sont liées. C'est donc un message politique qu'il faut envoyer pour gagner la bataille des finances pour le Parti. Il y a aussi une dimension technique mais là il faut réunir du monde des fédérations à l'interne. Je crois beaucoup aux mutualisations, il faut y réfléchir (rapprochement entre fédérations), il faut une commission à l'échelle nationale pour y réfléchir. L'argent c'est l'indépendance du Parti, c'est la possibilité de porter sa politique. Un travail à faire sur les fêtes fédérales, initiatives populaires, politiques, qui permettent de voir du monde, parfois beaucoup de monde de faire, comme on dit, de la politique, tout en faisant entrer de l'argent dans les caisses.

### **Jean-Pierre Meyer – Var**

Les questions financières mériteraient de venir plus souvent en discussion au sein du CN pour contribuer à les faire rejaillir sur l'ensemble de nos structures jusqu'à l'adhérent. Se prononcer sur un document simplifié, mais pourtant complexe remis en séance n'est peut-être pas la méthode à retenir, malgré la présentation faite par Jean-Louis. Aux données comptables nous avons besoin de données d'organisation (état réel et précis de l'ensemble de nos structures orga et finances). En votant ce budget prévisionnel nous prenons une grave responsabilité (conséquences sur le fonctionnement du Parti, ses salariés, ses militants). Mais cela n'est rien que la conséquence d'un affaiblissement dont il est urgent de sortir.

### **Thibaut Bize – Doubs**

Le débat de budget que nous avons aujourd'hui n'est pas si différent des débats budgétaires qui ont eu lieu dans les collectivités ces quatre dernières années. Ces débats, je les ai vécus dans ma collectivité et j'en ai appris 3 choses : 1) On peut faire des économies d'échelle en mutualisant, notamment les contrats. 2) Il vaut mieux faire des choix et préserver des budgets stratégiques plutôt que de raboter tout le monde, quitte à devoir arrêter des activités. 3) On peut lisser les amortissements.

### **Marie-Christine Burricand – Rhône**

Bilan et avenir de notre démarche stratégique : ce texte passe outre les questions essentielles. Le passe-passe sur le bilan stratégique est inacceptable. Le texte passe de bilan et avenir de notre démarche stratégique à l'idée de redéfinition, pour finir par un bilan limité aux expériences dans un point 5 réduit. Au final, ce texte porte le refus de toute remise en cause de notre stratégie. Des éléments affirmés font débat : définition du communisme, classes sociales et démocratie, sens de 2017 avec l'oubli du fait essentiel l'abstention, l'éternelle mission historique de reconstruire la gauche, rapport tactique et stratégie. Quelle tactique quand il n'y a plus de stratégie, quand l'affaiblissement nous coupe de la réalité sociale ? Enfin, deux fantômes : l'exploitation, le profit, la plus-value... le cœur du capitalisme. État et conquête du pouvoir sont absents. Quel rôle de l'état au service du progrès et de la révolution ? Notre affaiblissement se nourrit du sentiment de notre incapacité à transformer le réel.

### **Adrien Tiberti – Paris**

Le CN porte sur le Congrès mais on n'aura pas de discussion réelle sur la composition de la commission du texte. Il faut pouvoir dire : je ne veux pas que tel ou telle camarade n'y soit pas car je ne suis pas d'accord avec lui. La note « Bilan stratégique » est incapable de dire clairement notre échec. On y voit même la question « Que visions-nous ? » en parlant des échéances de l'an dernier. C'est sûr que, si on ne sait pas ce qu'on fait, on ne peut pas y arriver. Il faut abandonner la stratégie du « caliméro » : on n'arrête pas de se plaindre de l'absence de rassemblement car on est incapable de le faire. La priorité pour les élections européennes, c'est de redonner de la force à notre Parti. C'est ça qui aidera le rassemblement futur.

## **Céline Malaisé – Paris**

Macron, en occupant un espace central politiquement et au centre de l'échiquier politique, veut gommer la fracture gauche/droite. Un de nos objectifs est de réactiver ce clivage et de lui redonner un sens en réagréant des forces à travers toutes les luttes sociales qui remettent en cause le libéralisme et en agrégeant les forces politiques qui, de manière déformée, traduisent la persistance du clivage gauche/droite. C'est à partir de ces constats qu'il faut mener une politique unitaire avec toutes les forces de gauche ou qui malgré elles se situent à gauche dans la conscience du peuple, et dans le même temps agir, dans la confrontation, pour permettre le rassemblement sur des bases qui ne sont pas celles de la FI, ni celles du PS. Ceci est la formule algébrique qui devra être déclinée de manière algébrique après analyse concrète de la situation politique concrète.

## **Raphaël Debû – Rhône**

La logique de contribution collective, à travers nos sections et fédérations, correspond à l'esprit et à la philosophie du Parti communiste. Il me semble qu'on sort toujours plus intelligent d'un débat collectif qu'on y rentre. L'outil internet montre rapidement ses limites, l'individualisme des contributions stérilise le débat. Il nous faut un cadre collectif, par le biais des sections et des fédérations, car il nous faut définir une ligne politique claire et partagée d'où découle la visée stratégique. Et l'organisation à son tour doit se mettre en forme afin d'atteindre nos objectifs politiques et stratégiques.

## **Delphine Castelli – Nord**

Nos Etats généraux du progrès social s'inscrivent dans un contexte de capitalisme mondialisé face auquel notre organisation est essentielle. Pour faire société, il faut donner de la cohésion et sortir des mains du capital tous les éléments essentiels pour la vie et la protection de notre environnement. A Dunkerque, on sort du débat public concernant le projet d'extension du Port. Au-delà des problématiques locales, le débat fait surgir la nécessité de s'inscrire dans un cadre plus global. Or au niveau du PCF, chacun prêche pour son territoire : manque de cohérence sur les grands projets (ports d'État, Canal Seine Nord). Le site internet, c'est bien, mais insuffisant : comment en fait-on la synthèse ? Prise en compte des camarades « non connectés ». Question de la convention nationale sur l'accueil et les migrations à Grande-Synthe (1-2 mars).

## **Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine**

Les textes, au total, proposent de « faire mieux ce qu'on essaie de faire depuis longtemps » alors qu'il s'agit de changer vraiment d'orientation sur la base d'un bilan et d'une analyse de fond.

Les textes sont déjà transmis dans les fédérations avant le CN pour « viser à introduire les réunions de militants ». A quoi sert alors le CN ? Le texte sur la stratégie est une prise de position qui se nourrit certes de débats de la commission, mais sans les faire apparaître. Je conteste ce cadrage.

Le texte « stratégie » ne commence pas par le bilan. C'est un problème. Il faut une critique précise de ce qui a conduit à l'effacement et à l'échec électoral.

Articuler la stratégie à une analyse de fond marxiste. Quels sont les pouvoirs ? Si « les banques sont les tanks d'aujourd'hui contre les peuples », quelle portée a de conquérir le pouvoir d'Etat ? La question n'est pas abordée.

Le texte est traversé par l'idée du communisme du « déjà là ». Peut-on se contenter de transformations laissant intouchée la cohérence systémique ?

A quoi sert le PCF ? Accompagner l'existant spontané ou porter des idées et propositions ?

Le paragraphe sur les élections (européennes) ne parle que d'alliances et de liste. Marchons sur deux jambes : quelle bataille immédiate sur l'Europe et la BCE ?

### **Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis**

Notre responsabilité de direction nationale, c'est aussi de permettre au plus grand nombre de communistes de mener le débat de congrès que nous voulons différent de ce que nous faisons habituellement. Il n'y aura rien de spontané à ce que ce débat s'engage de façon instruite.

Pour permettre que le débat s'engage, en Seine-Saint-Denis, nous avons programmé un débat avec Francis Wurtz sur l'Europe, trois conférences sur le combat communiste, un temps de travail avec Pierre Laurent sur la stratégie...

Aidons toutes ldes fédérations, à mener ce débat réellement et faisons en sorte que la richesse de ces discussions devienne le bien commun et qu'elle alimente nos réflexions. Là aussi, c'est une responsabilité du CN.

### **Marie-Françoise Michenaud – Vendée**

Il faut casser la spirale des luttes/défaites. Notre objectif doit être la lisibilité de ce qu'est le communisme par des initiatives réussies du PCF, auprès des gens, des forces humaines qui ont besoin et exigent le progrès social. Initiatives à partir desquelles nous construirons notre contribution à la définition du communisme du 21<sup>e</sup> siècle, et travaillerons la question du « rassemblement ». En Vendée, les communistes s'appuient sur leurs initiatives et luttes réussies avec les citoyens : les jeudis de la solidarité à la porte des écoles, l'ouverture d'un centre municipal public de santé à La Roche-sur-Yon. Initiatives à poursuivre sur l'école, la santé, le maintien de l'emploi chez Michelin. L'aéroport NDDL ne se fera pas : le PCF en Vendée exprime sa satisfaction et souhaite qu'un réel débat ait lieu sur l'écologie au cours de ce Congrès.

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

Personne n'en parle mais nous avons une situation très préoccupante dans la préparation du Congrès. La direction nationale a disparu du paysage politique, rien n'est travaillé avec les territoires et j'ai l'impression que l'exécutif se dit ne changeons rien, continuons comme avant. Les textes proposés font l'impasse sur la réalité du Parti et du pays. Rien sur nos décisions du dernier Congrès non respectées comme celle votée à 80 % de présenter un candidat communiste dans un processus collectif. Pourquoi ? Comment ? Décidé par qui ? Une telle décision votée par



80 % des communistes disparaît. Absence de campagne nationale, pas de liens avec les fédérations, là aussi le Parti doit travailler.

### **Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis**

Le PCF doit être le parti de la révolution socialiste. Moment où la phrase de Marx « la lutte des classes mène nécessairement à la dictature-démocratique-du prolétariat » prend toute sa signification. Rappel que notre 22<sup>e</sup> Congrès a rejeté (début de notre déviation). Jamais la rupture avec le capitalisme n'a été d'autant d'actualité. Ce mouvement a bien sûr un caractère de classe. Nous passerons par une série d'étapes menant à une société sans classe, « le communisme ». En rejetant le marxisme les congrès de la « mutation » révisionniste, les 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> ont créé les conditions de notre dérive. Depuis aucun de nos congrès n'est revenu sur cet abandon. Les processus unitaires furent pensés par les mêmes qui avaient soutenu la « mutation » pour cacher l'impasse stratégique de la mutation sans remettre en cause ses fondements.

### **Anne Sabourin – Paris**

Nous prendrons d'importantes décisions au CN de mars pour les élections européennes : 1) Une orientation générale : ni accélération néolibérale, ni nationalisme, plutôt « l'humain d'abord, pas la finance ». 2) Des axes de luttes pour la campagne. 3) Des objectifs concrets (identification de nos idées, 5 % des voix, élection d'eurodéputés communistes indispensables au rassemblement politique des forces progressistes dans le Parlement européen). 4) Une offre de rassemblement à partir des luttes et de l'analyse concrète des résultats des bilatérales avec les forces de gauche, avec pragmatisme et sans posture. 5) 4 chefs de file communistes (paritaires) et je vous demande de faire remonter vos idées de noms, en pensant le quatuor comme un ensemble permettant d'incarner notre message. Un texte sera mis à disposition des communistes avec des éléments de débat et des données objectives sur les conditions des élections la semaine prochaine.

### **Franck Mouly – Seine-et-Marne**

Il y a plusieurs manières d'aborder notre congrès. La 1<sup>ère</sup> consiste à considérer que nos difficultés sont dûes à un problème de communication, d'organisation, de direction. Cette lecture contourne l'obstacle. Une autre, c'est de noyer nos débats dans une avalanche de questions... Une dernière consiste à répondre à quelques questions décisives.

Le communisme, qui est notre raison d'être, est devenu inaudible dans la société. Comment faire pour que notre projet politique actuel puisse résonner avec les aspirations et les luttes qui traversent notre société ? Pourquoi l'enjeu écologique reste-t-il contingent de notre activité, alors que cette question est devenue anthropologique et donc indissociable de l'enjeu social ? Idem sur maintes aspirations qui se formulent de manière nouvelle dans la société : l'aspiration à sortir de l'emploi, fin du nucléaire, souveraineté populaire et l'Europe, l'anti-racisme...

Concernant notre stratégie, nous devons répondre à la question : est-elle un échec parce qu'elle était mauvaise ou parce que nous n'avons pas voulu aller au bout de la stratégie du Front de gauche, renonçant à bâtir une force commune qui respecte les identités politiques à rassembler, qui donne du pouvoir aux citoyens ?

Et puis nous devons envoyer un message puissant à la société et qui témoigne : « *il se passe quelque chose au Parti communiste français* ».

### **Christian Picquet – Haute-Garonne**

Quelques réflexions à partir du chantier « stratégie ». L'enjeu du congrès : relever les défis d'une nouvelle époque historique.

Le bilan ? Impossible à dissocier de la réflexion sur la stratégie. À preuve : l'oubli de l'offre que nous avons défini au dernier congrès, pour la gauche et au-delà pour le peuple ; cela a amené à un certain alignement sur la démarche stratégique dudit Mélenchon. À partir de là, plusieurs questions fondamentales :

1. Il y a toujours un rôle incontournable d'un Parti communiste pour porter l'idée du communisme.
2. S'il y a bien persistance du clivage capital/travail, il faut définir le bloc anticapitaliste à même de réunir très largement autour d'un salariat, majoritaire dans la société bien qu'il soit fragmenté à l'extrême.
3. Une fois définie la révolution comme un long processus, il faut penser d'une nouvelle manière la conquête du pouvoir politique, le rapport à l'État, les institutions.
4. Les alliances sont plus indispensables que jamais, car un seul parti ne peut prétendre à l'hégémonie. Elles doivent pourtant être réfléchies en rapport avec les contenus (qui en sont la condition), de l'intervention citoyenne (qui en change totalement la conception) et du rapport de force à établir en leur sein.

Cela a des conséquences sur les prochaines européennes.

### **Denis Durand – Paris**

L'énoncé, dans la note « Bilan et avenir de notre démarche stratégique », des « enjeux transformateurs déjà présents dans la société » n'est pas structuré. Or, le rôle d'un parti révolutionnaire est précisément de proposer une cohérence d'ensemble : une prise de pouvoir pour imposer la réalisation d'objectifs sociaux et écologiques en mobilisant les moyens d'y parvenir. En s'attaquant donc au pouvoir du capital, c'est-à-dire au pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent.

Le capitalisme est un système comportant à la fois une puissante cohérence et de profondes contradictions génératrices de crises, qui fondent la nécessité et la possibilité de le dépasser. C'est là-dessus qu'il conviendrait de travailler plutôt que d'aplatir l'analyse sur l'identification de « morceaux de communisme déjà là » dans l'état de choses existant.

Cela nous permettrait de définir ce qui rend possible des alliances avec d'autres forces qui ne visent pas à abolir cet état de choses.

## **Alain Janvier – Seine et Marne**

Remarques sur le sondage de Viavoice. 1) Les mots rattachés au communisme : il manque l'éradication du chômage, la Sécurité sociale, les droits nouveaux des salariés dans les entreprises. 2) L'identification des biens communs : il manque les grands groupes industriels et financiers, le social. Autrement dit, au-delà d'un travail très important et d'une grande richesse, il manque dans le sondage des interrogations sur les points forts que nous devrions porter « au nom de notre conception du communisme ».

## **Thibaut Bize – Doubs**

Mis à part la consultation des adhérents et les EGPS, je commence à douter du caractère exceptionnel de notre congrès. En effet j'ai l'impression que nous reproduisons les mêmes méthodes que les congrès précédents, ce qui risque de nous conduire aux mêmes impasses. C'est pourquoi je pense qu'il est utile de faire le bilan de nos congrès, d'essayer de comprendre pourquoi nous avons tant de mal à mettre en œuvre les décisions que nous avons prises? Je pense qu'une partie de ce problème est lié à l'organisation même de notre direction (sorte de parlement du Parti) qui l'empêche d'être opérationnelle et de faire des choix, privilégiant des consensus dont le but est plus de ne froisser personne que de mobiliser le plus grand nombre. Nous ne pourrions pas transformer totalement le Parti en un seul congrès mais ce chantier de l'organisation de notre direction est prioritaire pour pouvoir mettre en œuvre les transformations que les communistes décideront. Quant à la composition de la commission texte proposée, elle ne semble pas prendre en compte les critères de renouvellement souhaités puisque après de 2/3 étaient dans la précédente commission texte (et étant donné les difficultés que nous avons eues au dernier congrès avec le texte cela ne me paraît pas une bonne chose). De plus 2/3 des noms proposés viennent de l'Île-de-France, cela ne semble pas non plus de nature à prendre en compte la diversité de notre parti.

## **Alain Pagano – Maine-et-Loire**

2/3 de camarades d'Île-de-France dans la commission texte, ce n'est pas représentatif du Parti. Si cela ne bouge pas, je ne voterai pas cette liste. Je pense que le fait que cette commission soit présidée par Pierre Laurent est une mauvaise idée, un mauvais signal. Cela ne donne pas l'idée du renouvellement d'idées. Sur le texte d'aide aux débats, j'ai une remarque pour regretter une phrase malheureuse qui donne l'impression qu'on ne veut pas avoir une discussion sans tabou. Peut-on faire un amendement en proposant la suppression de cette phrase ?

## **Alain Janvier – Seine-et-Marne**

L'expérience d'une section d'entreprise dans un grand groupe industriel montre qu'une progression du nombre d'adhérents est possible. La connaissance fine des « produits » des congrès successifs montre que la refondation continue du PCF est une réalité. La réinvention du PCF n'est pas une désignation adéquate de ce qui est à faire : ainsi, le dépassement du capitalisme, « produit du 33<sup>e</sup> Congrès », est un concept à reprendre. L'extension du pouvoir des salariés pour co-décider de l'utilisation de la valeur ajoutée dans les entreprises doit y être intégrée. L'unité du salariat correspond à un enjeu qui figure, à juste titre, dans les documents

produits par les commissions de préparation du Congrès. Il nourrit la nécessité d'intégrer dans la démarche stratégique du PCF un esprit de reconquête pour l'implantation de notre Parti dans les entreprises.

### **Pierre Miquel – Puy-de-Dôme**

Une partie des communistes reste en retrait nourrissant une forme de défiance vis-à-vis de la direction. Nous peinons à identifier une méthode pour mener ce congrès, en faire un congrès extraordinaire et enclencher une dynamique collective. L'aspiration à s'appuyer sur une direction nationale profondément remaniée est perceptible. Les récentes déclarations de notre secrétaire national, laissant entendre qu'il était disponible pour animer la future direction, alimentent les crispations. Pour porter un projet communiste en phase avec les défis de ce siècle, les communistes veulent une clarification de notre stratégie. Ainsi, il serait absurde d'aborder les élections européennes sans les intégrer à l'ensemble de la séquence électorale qui s'ouvre jusqu'aux élections de 2022.

### **Paul Barbazange – Hérault**

La question de la commission vient fort. Ce sera ma conclusion. Le débat intense, riche, divers depuis ce matin a ouvert des portes vers un congrès réellement extraordinaire. Le fond de l'intervention de 40 minutes du secrétaire national menace de refermer ces portes. Il est le principal auteur de la note « Bilan et avenir... ». Et le bilan n'arrive qu'en 5<sup>e</sup> derrière des questions toutes importantes. Or, ce que demandent les militants et ce CN c'est un bilan total, stratégique, d'organisation. Il nous dit le résultat, le réel nous condamne mais « on croise les objets » ; en clair, « on continue ». Si nous voulons associer plus de communistes au congrès il faut agir autrement. Respecter ce qu'attendent les communistes. Je ne voterai donc pas la composition de la commission et demande une autre composition tenant compte de la diversité des débats. Pour une base commune ouverte, sans tabou, discutée dans les cellules, les sections, les fédérations.

### **Guillaume Roubaud-Quashie – Hauts-de-Seine**

1) Nous essayons de faire autrement : ces notes d'invitation au débat qui disent très largement et publiquement des questionnements et visent à les nourrir ne sont pas les traditionnels textes qui disent plus les réponses que les cheminements. En même temps, nous tâtonnons puisque nous essayons d'innover et c'est normal. 2) Il faut maintenant franchir des étapes dans le débat du grand nombre des communistes. A partir de ces notes, notamment, le CN ne doit-il pas travailler activement à cela, suscitant, organisant des débats, des contributions ? Les « remontées de PV » de nos organisations locales et fédérales ont été faibles pour l'assemblée nationale des animateurs de section. Ne laissons pas retomber le soufflé. 3) Beaucoup d'accords avec ce qu'a dit Pierre. Pour autant, comme communistes, nous pensons qu'il y a plus d'intelligence dans les réflexions de tous les communistes que dans nos seuls cerveaux. De ce point de vue, la culture du débat appelle à être renforcée car, et c'est normal, elle n'est pas un acquis : chaque communiste doit se sentir le plus libre possible dans son expression. Les désaccords, même petits, suscitent encore chez nous une brise de malaise voire de soupçon : il faut que le CN aide à amplifier ce travail sans lequel nous ne parviendrons pas à affronter la difficulté réelle qui est devant nous.

## **Raphaël Debû – Rhône**

La composition de la liste de la commission du texte est trop déséquilibrée, 23 Franciliens sur 34. Nous avons parlé des fédérations en difficulté, où sont-elles ? Les territoires ruraux sont quasi-absents. Pierre Laurent doit être le garant de l'égalité et de la transparence des débats et donc pas d'animer cette commission. Au-delà, comment la commission va t-elle travailler ? Quel traitement entre les contributions collectives. Quel poids pour chacun ? Quelle porte d'entrée pour les contributions ? Le site uniquement ? Comment fait-on la synthèse ? Texte à fenêtre ? Choix multiples ?

## **Nordine Idir – Seine-Saint-Denis**

Attention à un esprit de « démagisme » ! Le débat sur notre commission ne doit pas s'enfermer sur sa composition. Comment faisons-nous pour lier le travail de cette commission avec les groupes de travail du CN et avec la volonté de s'adresser à chaque adhérent-e pour l'impliquer dans le processus de congrès ? Arrêtons cette culture de remettre en cause les décisions collectives qui ont contribué à nous affaiblir !

*Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani et Monique Renault.*